

Massacre à Ras al-Ayn, un processus génocidaire qui ne dit pas son nom !

Les medias turcs ont révélé un grand massacre perpétré le 10 novembre dernier par les miliciens de l'ASL près de 1000 membres qui ont pénétré dans la localité de Ras al-Ayn, limitrophe à la frontière syrienne.



Déjà en 1915, trois grands massacres ont eu lieu, le premier à Ras al-Ayn même qui fit 70.000 victimes, le second à Intelli où une agglomération de 50.000 personnes travaillaient au percement du tunnel du chemin de fer de Bagdad, et le troisième le plus épouvantable de tous, eut lieu à Der Zor, où le gouverneur Zeki Bey fit égorger environ 200.000 Arméniens.

Les Arméniens en exil à Ras al-Ayn étaient des survivants des caravanes de femmes et d'enfants venant des provinces intérieures de l'Arménie Occidentale qui y erraient étaient tués ou y mourraient de misère, de froid ou de faim. Mais petit à petit une foule énorme, venant du long de la ligne de chemin de fer d'Anatolie et de Cilicie était entassée.

Le Caïmacam de cet endroit, Youssouf Zia Bey envoyait télégrammes sur télégrammes à Alep pour prier de ne plus envoyer des déportés à Ras al-Ayn, ne pouvant assurer l'abri de ceux qui étaient déjà. 500 à 600 déportés mouraient tous les jours, on ne trouvait plus le temps d'enterrer les morts, les derniers rapports de l'employé chargé des déportations et ceux du Caïmacam de la localité montrent que dans l'espace de quatre mois 13.000 à 14.000 Arméniens (en majorité femmes et enfants) sont morts de faim et de maladie.



Devant ce constat effroyable, à une heure des villes de Qamechly et de Al Hasakeh, qui regroupent une communauté arménienne de plus de 20.000 membres, survivants du génocide, le Conseil National Arménien prit l'initiative d'appliquer son mandat consistant à organiser une intervention humanitaire dans le but d'aider les populations civiles face à un danger grandissant.



Quatre actions ont été menées qui font l'objet de rapport circonstancié, ces actions ne se limitent pas à la population arménienne, et accueillent en son sein, toutes les autres populations qu'elles soient arabe, kurde, assyrienne ou chaldéenne.

La première consistant à organiser la protection des personnes subissant la militarisation du conflit, les actes de terrorisme, les enlèvements etc,... avec la mise en place d'un Commissariat pour la Protection des Peuples encadré par des responsables locaux.

La seconde plus précisément en direction de la protection des biens, lieux de culte, écoles, dispensaire etc...

La troisième, par la mise en place de structure de formation de protection et de soin de première urgence.

La quatrième, par la mise en place d'une coordination avec les communautés arméniennes d'Irak.

Toutes ces actions ont fait l'objet d'un accord consensuel de la part des responsables communautaires locaux conscients d'une situation à haut risque.

Toutes ces actions ont besoin d'un appui important de toutes les forces vives arméniennes pour leur pérennisation et leur renforcement sur cette région où l'on ressent encore le souffle des martyrs de la nation arménienne.

Le 15 novembre 2012

Western Armenia News